

Brève histoire de l'occupation financière

1960 – Naissance des paradis fiscaux autour de la City

Dès juin 1955, alors que le pouvoir de la City reposait sur la domination mondiale de la livre sterling, les banques de la City commencèrent à contourner le système de contrôle des changes de Bretton Woods en acceptant des dépôts en dollars sans lien avec leurs transactions commerciales, tout en offrant des taux d'intérêt « nettement supérieurs » à ce qu'autorisait la loi américaine. Les banques d'affaires londoniennes « basculèrent leur activité internationale de prêt de la livre sterling vers le dollar » ; c'est le début du marché des eurodollars (dont l'un des instruments est aujourd'hui le Libor) qui permit à la City de prendre progressivement le contrôle de la monnaie américaine et d'en faire un instrument clé du nouvel Empire britannique. « *La Banque d'Angleterre n'essaya ni de stopper ce nouveau business, ni de le réguler. Elle exigea simplement que les transactions n'aient pas lieu au Royaume-Uni* ». Ces opérations allaient donc se dérouler hors d'Angleterre, mais « à l'intérieur de l'espace souverain britannique ».



Ancien et nouveau logos de la Midland Bank

Dans sa marche pour capter l'ensemble des flux financiers mondiaux, la « toile d'araignée britannique » dépassa rapidement « le vieux groupe des paradis fiscaux entretenus par l'aristocratie européenne et mené par la Suisse », qui vivent en parallèle du système économique. Le système offshore britannique s'empara de l'économie mondiale pour mieux s'y substituer et devenir le système régissant.

Selon les historiens P.J. Cain et A.G. Hopkins, cités dans le livre *Treasure Islands* de Nicholas Shaxson :

« Quand cette bonne vieille livre sterling a sombré, la City s'est ruée à bord d'un jeune navire tenant mieux la mer : l'Eurodollar. Tandis que disparaissait l'empire qui avait fondé sa puissance, la City [place financière au coeur de Londres] a survécu en se transformant en " île offshore " au service des activités générées par l'essor industriel et commercial de partenaires plus dynamiques ».

Aujourd'hui, plus de la moitié du commerce international passerait par les paradis fiscaux ou « juridictions du secret ». En 2010, le FMI estimait que le bilan cumulé des petits paradis fiscaux insulaires (c'est-à-dire une partie seulement des paradis fiscaux) s'élevait à 18 000 milliards de dollars, soit le tiers du PIB mondial, et il s'agit là d'un montant probablement sous estimé.



Billet de banque des Bahamas à l'effigie de la Reine d'Angleterre

Pour aller plus loin :

[Comment la City de Londres a pris le contrôle de vos vies et de vos Etats](#)

[Paradis fiscaux : l'argent sale au service de l'Empire](#)
